

Radioactivité : le lagon peut-il être contaminé ?

Publié le mercredi 06 avril 2011 à 17H00

Une brèche dans un des réacteurs de la centrale de Fukushima laisse échapper de l'eau contaminée dans le Pacifique. Cette fuite peut-elle contaminer notre lagon, situé à plusieurs milliers de kilomètres ? Des échantillons vont être prélevés ces prochains jours.



Jour après jour, la centrale nucléaire de Fukushima semble de moins en moins sous contrôle. Avec un système de refroidissement électrique hors service depuis le séisme et le tsunami, des milliers de tonnes d'eau ont été déversées sur les installations pour éviter la surchauffe et l'explosion de réacteurs. Mais ces opérations de dernière chance s'accompagnent d'un ruissellement inévitable d'eau hautement radioactive vers l'océan Pacifique, d'autant que deux brèches ont récemment été découvertes dans certaines structures en béton.



Ces derniers jours, l'agence japonaise de sûreté nucléaire a mesuré à proximité de la centrale des niveaux de radioactivité en mer en césium-137 et en iode-131 très supérieurs aux normes. Présente dans le même océan, la Nouvelle-Calédonie court-elle le risque d'une contamination

de son lagon ? **Echantillons.** Depuis l'accident de Fukushima, le Laboratoire d'étude et de suivi de l'environnement (Lese) de Tahiti réalise des mesures régulières de radioactivité pour l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) et surveille de près les rejets radioactifs dans le Pacifique Sud. Jean-Michel Fernandez, spécialiste en radio écologie et ancien chercheur au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), constitue, avec sa société AEL-Environnement, un maillon de ce réseau de surveillance et doit prochainement collecter des échantillons dans le lagon qui seront ensuite analysés dans les laboratoires de Tahiti. « *Nous allons réaliser des mesures pour évaluer la radioactivité en césium, en iode, voire en strontium, qui sont les principaux radionucléides rejetés lors d'accidents nucléaires, explique le scientifique. Il paraît cependant peu probable que nous détectons une contamination dans le lagon. A titre d'exemple, les essais nucléaires (tirs d'armes atomiques) qui ont été menés dans les années 60 dans l'hémisphère Nord n'ont pas provoqué de retombées aériennes notables de poussières contaminées dans l'hémisphère Sud.* »

Une partie peut éventuellement recirculer vers la Nouvelle-Calédonie...

Par ailleurs, en raison des gigantesques masses d'eau mises en mouvement dans l'océan Pacifique, les polluants radioactifs devraient rapidement se diluer pour atteindre des concentrations négligeables. La probabilité que la contamination atteigne la Nouvelle-Calédonie est quasi nulle car les distances à parcourir sont énormes et, au niveau des courants océaniques, il n'existe pas de connexion directe entre le Japon et le Pacifique Sud. « *Les eaux de l'équateur subissent, dans une certaine mesure une influence des eaux profondes du Pacifique Nord qui mettent de trente ans (10 % des eaux) à deux cents ans (90 % des eaux) pour parvenir à l'équateur. Une partie peut ensuite éventuellement recirculer vers la Nouvelle-Calédonie... mais probablement pas avant un siècle !* » indique Christophe Menkes, océanographe à l'IRD. **Risque.** Aujourd'hui, le risque le plus important concerne les organismes marins qui ont la faculté de reconcentrer les polluants par les mécanismes de bioaccumulation. En première ligne, les algues vont absorber rapidement l'iode qui va ainsi se retrouver dans la chaîne alimentaire et se concentrer dans les herbivores puis les carnivores. Toutefois, « *l'iode radioactif a une durée de vie très courte (huit jours), ce qui signifie que la radioactivité va décroître assez rapidement dans la zone contaminée. En revanche, le césium radioactif va perdurer plus longtemps dans les écosystèmes proches de la centrale, notamment dans les sédiments* », précise Jean-Michel Fernandez. L'inquiétude principale porte donc sur le voisinage immédiat de Fukushima et la maîtrise des rejets d'eau contaminée. Pour l'instant donc, pas d'inquiétude à avoir du côté de la Nouvelle-Calédonie.

Estelle Bonnet-Vidal et Patricia Calonne